



Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois

Règlement d'attribution des aides économiques aux entreprises

Préalable

La Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois a décidé de favoriser le développement économique par l'octroi d'aides aux entreprises de son territoire.

Les entreprises qui pourront demander le bénéfice de cette aide doivent nécessairement avoir leur siège social (ou un établissement secondaire) et leur activité économique sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Le présent dispositif est défini pour 3 années : du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Cette aide est effective jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe de crédits. L'enveloppe de la CA2BM dédiée à ces aides s'élève à 100 000 €/an maximum, soit 300 000 € sur la période 2024-2026.

- Si l'enveloppe annuelle n'est pas consommée totalement, les crédits restants seront réalloués les années suivantes, dans la limite maximale des 300 000 € sur la période 2024-2026, conformément aux modalités pluriannuelles du dispositif ;
- Si l'enveloppe annuelle des 100 000 € est totalement affectée en année N, l'étude des nouvelles demandes sera décalée au 1^{er} janvier N+1, jusqu'au 1^{er} janvier 2026, année de fin du dispositif.

Le présent règlement a pour objectif de fixer les modalités d'attribution et de versement de ces aides.

Article 1 : Champ d'application

La Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois accorde aux entreprises locales, dans les conditions définies au présent règlement, les aides suivantes :

- 1- Aide à la création / reprise
- 2- Aide au développement des TPE

L'objectif est de favoriser la création, la reprise et le développement d'entreprises et d'emplois sur le territoire communautaire. Les aides prennent la forme d'une subvention versée sur présentation de pièces justificatives.

Article 2 : Bénéficiaires

Peuvent bénéficier de ces aides, les entreprises répondant aux critères ci-dessous :

Article 2.1 : Pour le dispositif d'aide à la création/ reprise

- Entreprise ou société de capitaux en phase de création (avant clôture de la 1^{ère} liasse fiscale) ou reprise (1^{ère} année) dont le siège social (ou l'établissement secondaire) et l'activité sont sur le territoire de la CA2BM ;
- Entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Entreprises commerciales, artisanales, touristiques, industrielles ou de services de moins de 10 salariés ETP et au CA de moins de 2 millions d'euros ;
- Entreprise préalablement suivie dans leur projet de création ou de reprise par un membre du réseau d'accompagnement « Maison des Entrepreneurs » (CCI, CMA, Hauts de France Innovation, BGE, plateforme initiative...).

Article 2.2 : Pour le dispositif d'aide au développement des TPE

- TPE dont le siège social (ou l'établissement secondaire) et l'activité se trouvent sur le territoire de la CA2BM ;
- Entreprises commerciales, artisanales, touristiques, industrielles ou de services dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 salariés ETP et dont le CA consolidé est inférieur à 2 millions d'euros ;
- TPE disposant d'un 1^{er} exercice fiscal clôturé ;
- Entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Entreprises à jour des obligations fiscales et sociales ;
- Entreprise préalablement suivie dans leur projet de développement par un membre du réseau d'accompagnement « Maison des Entrepreneurs » (CCI, CMA, Hauts de France Innovation, BGE, plateforme initiative...) ;
- Pas de licenciements économiques dans les 24 mois précédant la demande ;
- Entreprise ne répondant pas à la définition européenne de l'entreprise en difficulté (hors redressement).

Article 2.3 : Exclusions des dispositifs

Ne sont pas éligibles :

- Professions réglementaires ou assimilées, professions libérales ;
- Activités financières et immobilières ;
- Organismes de formation ;
- Secteur primaire agricole ;
- Secteur de la pêche ou de l'aquaculture ;
- Franchises (exception faite pour les franchises sans lien capitalistique) ;
- Galeries marchandes ;
- Commerces non sédentaires ;
- Grandes surfaces (hypermarchés, supermarchés...) ;
- Hôtellerie/restauration (sauf carence totale avérée de ce type d'activité dans la commune d'implantation) ;
- Crèche et Micro-Crèche ;
- Transport routier de personnes ou de marchandises.

Article 3 : Conditions générales

Le présent régime d'aides s'inscrit dans le cadre du règlement de la Commission Européenne n°1407/2013 en date du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Le fait d'être éligible à une subvention ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite subvention. La Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois se réserve le droit de ne pas accorder cette aide notamment en cas d'insuffisance de crédits budgétaires.

Les demandes d'aides sont instruites par un comité d'attribution selon les modalités définies ci-après et ce dans la limite du budget alloué annuellement par le conseil communautaire à ce régime d'aides.

Le comité d'attribution statue valablement dès lors que le tiers de ses membres, membres désignés par le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, sont présents ou représentés.

Chaque membre présent ne pouvant détenir qu'un seul pouvoir confié à lui par un autre membre. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation comportant le même ordre du jour est adressée dans les cinq jours et le comité d'attribution peut alors statuer sans condition de quorum.

Composition du comité d'attribution :

- Le Président de la CA2BM ;
- 3 élus communautaires ;
- Personnes associées : membre(s) de la Direction Générale, techniciens de la CA2BM et avis consultatif du Maire (ou de son représentant) de la commune concernée par le projet déposé.

Le comité d'attribution statue valablement sur chaque dossier à la majorité simple. En cas d'égalité, la voix du Président du comité est prépondérante. Le Maire (ou son représentant) de la commune d'implantation d'une entreprise ayant déposé une demande, pourront participer à l'examen du dossier mais ne pourront pas participer à la décision d'attribution de l'aide.

Les aides ne sont pas rétroactives :

- Les dépenses, pour être éligibles à une éventuelle aide, devront obligatoirement avoir fait l'objet d'un dépôt de dossier auprès de la CA2BM ;
- Les travaux ne pourront commencer qu'après le dépôt du dossier complet auprès de la CA2BM et qu'après réception par l'entreprise d'un courrier de complétude.

La demande d'aide doit être effectuée par le biais d'un formulaire signé par le dirigeant de l'entreprise accompagné des pièces justificatives et adressé au Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Le délai d'instruction de la demande d'aide est fixé à trois mois maximum.

Le service instructeur de la CA2BM se réserve le droit :

- De demander à l'entreprise des pièces complémentaires afin d'instruire la demande – cette demande suspend le délai d'instruction jusqu'à réception des pièces demandées ;
- D'auditionner le dirigeant de l'entreprise.

Après validation du comité d'attribution et accord du Conseil Communautaire, l'aide sera notifiée à l'entreprise attributaire par lettre simple. Une convention de financement signée entre la CA2BM et l'entreprise subventionnée formalisera la démarche.

La subvention est cumulable avec d'autres aides financières existantes sous réserve du respect des règles nationales ou européennes en la matière.

Article 4 : Dispositifs d'aide à la création/ reprise d'activité

Article 4.1 : Dépenses éligibles

Sont éligibles :

- Le coût des investissements neufs ou d'occasion de moins de 5 ans reconditionné (devis obligatoires) en matériel de production, bureautique et informatique (hors crédit-bail), et aménagements mobiliers ;
- Le coût des investissements incorporels (hors salaires, fonds de roulement, fonds de commerce) directement liés au projet de création/reprise : logiciels métiers, brevets (hors abonnement).

Article 4.2 : Conditions d'octroi de l'aide et pièces à fournir

Pour être éligible à cette aide, l'entreprise doit répondre aux critères définis dans l'article 2 du présent règlement.

Les pièces à fournir sont :

- Le formulaire de demande d'aide signé par le demandeur ;
- Les pièces exigées par la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Un délai de carence de 2 ans à compter de la date d'attribution de l'aide est appliqué avant que l'entreprise puisse présenter une demande d'aide au développement.

Article 4.3 : Montant et intensité de l'aide

Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 5 000 € HT.

L'aide prend la forme d'une subvention, pouvant atteindre jusqu'à 25% des investissements éligibles plafonnée à 7 500€.

L'intervention de la CA2BM est donc comprise entre 1 250 € et 7 500€.

Article 4.4 : Modalités de versement

La subvention attribuée par la CA2BM sera versée sur le compte bancaire ou postal ouvert au nom de l'entreprise et dont elle aura communiqué les références à la CA2BM.

Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement sur présentation des factures acquittées, qui doivent être conformes aux devis initiaux présentés au dossier.

L'investissement doit être en conformité avec les règlements d'urbanisme et environnementaux en vigueur.

L'investissement doit être effectué dans un délai de 1 an suivant la date de notification de la subvention (date de la délibération). Au-delà de cette période, le subventionné perdra ses droits.

En cas de réalisation partielle de l'investissement, le montant de la subvention sera versé au prorata de la dépense réalisée dans le respect des 5 000 € HT minimum de dépenses en investissements.

Les factures acquittées et certifiées par l'entreprise seront transmises à la CA2BM qui pourra venir dans l'entreprise contrôler la réalité de l'investissement.

Article 5 : Dispositif d'aide au développement des TPE

Article 5.1 : Dépenses éligibles

Sont éligibles :

- Le coût des investissements neufs ou d'occasion de moins de 5 ans reconditionné (devis obligatoires) en matériel de production, bureautique et informatique (hors crédit-bail), et aménagements mobiliers.

- Le coût des investissements incorporels (hors salaires, fonds de roulement, fonds de commerce) directement liés au projet de création/reprise : logiciels métiers, brevets (hors abonnement)

Article 5.2 : Conditions d'octroi de l'aide et pièces à fournir

Pour être éligible à cette aide, l'entreprise doit répondre aux critères définis dans l'article 2 du présent règlement.

Les pièces à fournir sont :

- Le formulaire de demande d'aide ;
- Les pièces exigées par la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

L'aide à l'investissement ne pourra être demandée qu'une seule fois par entreprise.

Article 5.3 : Montant et intensité de l'aide

Le montant des investissements éligibles doit être compris entre 5 000 € HT et 30 000 € HT.

L'aide prend la forme d'une subvention, pouvant atteindre jusqu'à 25% des investissements éligibles.

L'intervention de la CA2BM est donc comprise entre 1 250 € et 7 500 €.

Article 5.4 : Modalités de versement

La subvention attribuée par la CA2BM sera versée sur le compte bancaire ou postal ouvert au nom de l'entreprise et dont elle aura communiqué les références à la CA2BM.

Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement sur présentation des factures acquittées, qui doivent être conformes aux devis initiaux présentés au dossier.

L'investissement doit être en conformité avec les règlements d'urbanisme et environnementaux en vigueur.

L'investissement doit être effectué dans un délai de 1 an suivant la date de notification de la subvention. Au-delà de cette période, le subventionné perdra ses droits.

En cas de réalisation partielle de l'investissement, le montant de la subvention sera versé au prorata de la dépense réalisée dans le respect des 5 000 € HT minimum de dépenses en investissements.

Les factures acquittées et certifiées par l'entreprise seront transmises à la CA2BM qui pourra venir dans l'entreprise contrôler la réalité de l'investissement.

Article 6 : Engagements de l'entreprise

Par la signature du formulaire de demande d'aide de la CA2BM, l'entreprise s'oblige à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail.

En cas de départ de l'entreprise subventionnée du territoire de la CA2BM dans un délai de 5 ans, l'entreprise s'engage à reverser la subvention aux financeurs publics en totalité. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la CA2BM.

L'entreprise bénéficiaire d'une aide devra faire intégrer la mention « avec le soutien de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois » et le logo de la CA2BM sur tous les supports de

communication en lien avec l'opération financée et se soumettre à l'affichage d'un autocollant transmis par la CA2BM sur une face visible de l'établissement en intérieur ou extérieur.

Article 7 : Réalisations partielles et règles de caducité

Dans le cas d'une réalisation partielle du projet pour lequel une aide est demandée, cette aide sera versée au prorata tout en respectant le seuil de 5 000 € HT de dépenses. Si le montant des factures est inférieur aux estimations initiales, le montant de l'aide est automatiquement ajusté à la dépense réellement effectuée sous réserve que les dépenses soient réalisées conformément au projet agréé par le comité d'attribution.

Dans le cas inverse où les factures sont supérieures aux estimations initiales, le montant de l'aide n'est pas revalorisé.

La subvention deviendra caduque si le bénéficiaire n'a pas adressé à la CA2BM, les documents justifiant de l'achèvement de la réalisation de l'opération et de son coût, et permettant le mandatement de la subvention dans un délai de 1 an à compter de la date de notification de l'aide.

Article 8 : Modifications du règlement

Le Conseil Communautaire après avis de la commission « Développement Economique » pourra modifier le présent règlement par simple avenant.

Article 9 : Règlement des litiges

En cas de litige, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille.

Fait à

Le

Signature du Bénéficiaire accompagnée de la mention « lu et approuvé »